

**AIDE A L’INVESTISSEMENT POUR LES EQUIPEMENTS D’ACCUEIL DE LA PETITE ENFANCE**

**PIECES JUSTIFICATIVES POUR LES EAJE PSU**

****

|  |
| --- |
| Les documents listés ci-dessous sont à joindre à toute demande de subvention d’investissement à la Caf du Puy-de-Dôme pour un projet concernant un équipement d’accueil de la petite enfance PSU et répondant aux attendus d’une des modalités de financement des fonds suivants :   * Fonds de Modernisation des Etablissements d’accueil du jeune enfant (FME) (Lien circulaire) * Fonds relatif au Plan d’investissement pour l’accueil du jeune enfant (Piaje) (Lien circulaire) * Fonds locaux (Lien RI°)   Les investissements bénéficiant d’un financement devront être réalisées après l’analyse de la demande par les administrateurs de la Caf en commission d’action sociale |
| 1. **Pièces justificatives relatives au promoteur du projet**   **Pour tous :**   * Numéro SIREN et SIRET (établissement), * Statuts datés et signés en cours de validité. * Attestation de vigilance Urssaf valide de moins de 6 mois * Relevé d'identité bancaire, postal, IBAN ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide   **Pour les Associations – Mutuelles - Comité Social d’entreprise (Cse) – Fondations :**   * Pour les associations : récépissé de déclaration en Préfecture et sa publication au Journal officiel des associations et fondations d’entreprises (JOAFE) * Pour les Cse : procès-verbal des dernières élections constitutives * Liste datée des membres du conseil d’administration et du bureau de moins de 12 mois * Compte de résultat et bilan disponible (ou éléments de bilan) relatifs à l’année précédant la demande (si l’association existait en N-1) * Attestation sur l’honneur de probité datée et signée (modèle en Annexe 1) * Déclaration d’intérêts datée et signée (modèle en Annexe 2) * En cas d’existence d’intérêts : Attestation établie par notaire ou agent immobilier indiquant que le niveau de loyer pratiqué sur le local est conforme au prix du marché pour un bien comparable, ou que le prix de cession du terrain ou du local au promoteur par une personne morale ou physique entretenant un lien d’intérêt avec le promoteur est conforme au prix du marché pour un bien comparable.   **Pour les Collectivités territoriales – Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI) :**   * Arrêté préfectoral portant création d’un EPCI et détaillant le champ de compétence   **Pour les Entreprises – groupements d’entreprises :**   * Extrait K bis du registre du commerce délivré et signé par le greffier du Tribunal de commerce, datant de moins de 3 mois * Compte de résultat et bilan disponible (ou éléments de bilan) relatifs à l’année précédant la demande * Attestation sur l’honneur de probité datée et signée (modèle en Annexe 1) * Déclaration d’intérêts datée et signée (modèle en Annexe 2) * En cas d’existence d’intérêts : Attestation établie par notaire ou agent immobilier indiquant que le niveau de loyer pratiqué sur le local est conforme au prix du marché pour un bien comparable, ou que le prix de cession du terrain ou du local au promoteur par une personne morale ou physique entretenant un lien d’intérêt avec le promoteur est conforme au prix du marché pour un bien comparable. |

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 1. **Pièces justificatives relatives au programme**  |  |  | | --- | --- | | **Eléments relatifs à la structure financée** | - **Pour les travaux et/ou construction** : justificatif relatif aux conditions d’occupation du terrain d’implantation et/ou conditions d’occupation des locaux (photocopie du titre d’occupation du terrain ou des locaux, certificat de propriété…). | | - Copie de la police d’assurance garantissant le bien faisant l’objet de la demande d’aide financière. | | - **Pour la création ou l’extension de places** : budget prévisionnel de la première année de fonctionnement de la structure financée après réalisation de l'opération. Nombre d'actes prévisionnels de la première année de fonctionnement suivant la réalisation de l'opération. | | **Modalités de financement du projet** | - Tout document attestant du coût prévisionnel de l’opération (devis, avant-projet sommaire...). | |

**ANNEXE 1 : Attestation sur l’honneur de probité**

*Afin de garantir leur intégrité et de prévenir les fraudes, les bénéficiaires des subventions de la branche signent une attestation de probité et de non-condamnation.*

Je soussigné(e) : [Prénom] [Nom]

né(e) le :[Date de naissance]à[Lieu de naissance]

demeurant :

[Adresse]

[Code postal] [Commune]

**déclare :**

* **n’avoir été l’objet d’aucune condamnation** p**énale ni de sanction civile ou administrative de nature à m’interdire de gérer, administrer, diriger ou contrôler une personne morale, ou d’exercer une activité commerciale ;**
* n’avoir pas été frappé de faillite personnelle ou d’autre sanction en application du titre VI de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises ou, dans le régime antérieur à cette loi, en application du titre II de la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes.

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

[Lieu de signature]*,* le [Date de signature].

[ Signez ici ][Prénom et nom du déclarant]

**ANNEXE 2 : Déclaration d’intérêts**

La branche Famille s’abstient de subventionner toute entité placée dans une situation qui conduirait à dévoyer l’objet des fonds versés.

Dans ce cadre, la présente déclaration vise à prévenir tout risque de dévoiement de la subvention ou de refacturation abusive.

A cet effet, sont déclarés les liens d’intérêts de toute nature entre le demandeur de la subvention et des tiers qui sont de nature à dévoyer ou paraître dévoyer l’usage de la subvention versée.

La déclaration doit être signée personnellement et chaque page doit être paraphée.

Je soussigné(e) : [Prénom] [NOM], [qualité]

Reconnais avoir pris connaissance de la demande de déclarer tout lien d'intérêts direct ou par personne interposée avec les entreprises, établissements ou organismes public ou privé :

* exploitants ultérieurs de la structure financée ;
* entités propriétaires du bâtiment sur lequel elle est implantée.

**Déclaration :**

**1° Déclaration des liens matériels, directs ou indirects** :

Le demandeur est-il lié à l’entité propriétaire des murs ?  **OUI**  **NON**

Le demandeur est-il lié au gestionnaire ultérieur de la structure ?  **OUI**  **NON**

Dans l’affirmative, veuillez préciser lesquels, notamment les points ci-après :

* les participations financières directes éventuellement détenues dans le capital du propriétaire ou du gestionnaire ;
* l’appartenance à un même groupe de sociétés que le propriétaire ou le gestionnaire ;
* l’existence d’une gestion commune avec le propriétaire ou le gestionnaire, en particulier une participation aux organes dirigeants du propriétaire ou du gestionnaire ;
* l’exercice d’une activité rémunérée ou donnant lieu à gratification pour le compte du propriétaire ou du gestionnaire.

………………………………………………………………………………………………………

………………………………………………………………………………………………………

………………………………………………………………………………………………………

………………………………………………………………………………………………………

………………………………………………………………………………………………………

**2. Déclaration des liens familiaux**

Le demandeur est-il détenu intégralement ou partiellement par une personne physique entretenant des liens familiaux avec une personne physique qui détient ou gère la personne morale en charge de l’exploitation, ou le propriétaire des murs ?

………………………………………………………………………………………………………

………………………………………………………………………………………………………

………………………………………………………………………………………………………

**3° Autre lien susceptible de présenter un risque de dévoiement de la subvention versée :**

………………………………………………………………………………………………………

………………………………………………………………………………………………………

………………………………………………………………………………………………………

Je soussigné(e), \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ certifie sur l’honneur l’exactitude des renseignements indiqués dans la présente déclaration ;

Fait le

Signature